

Etats-Unis/Ingérences russes

La rencontre du fils Trump avec une avocate russe embarrasse la Maison Blanche

AFP  
Washington/États-Unis

Selon le New York Times, Donald Trump Jr aurait cherché à obtenir "des informations embarrassantes" sur Hillary Clinton, la rivale démocrate de son père lors de la présidentielle.

LA Maison Blanche se trouvait de nouveau sur la défensive hier dans l'épineuse affaire des ingérences russes lors de la présidentielle américaine, après que le fils aîné de Donald Trump a reconnu avoir rencontré une avocate russe en pleine campagne électorale. Quelle était l'objectif de cette réunion qui s'est tenue en juin 2016, au plus fort de la campagne présidentielle et à laquelle Donald Trump Jr avait également convié Jared Kushner, gendre et actuel conseiller du président américain, ainsi que le directeur de campagne de l'époque, Paul Manafort ? Et que savait "junior" de la personne qu'il allait rencontrer et de ce qu'elle avait à offrir ? Selon le New York Times, qui a sorti l'information, il

s'agissait d'obtenir "des informations embarrassantes" sur la rivale démocrate de Donald Trump, Hillary Clinton, auprès d'une "avocate liée au Kremlin". Donald Trump Jr assure qu'il ne savait rien de la personnalité ni des intentions exactes de l'avocate Natalia Veselnitskaya au moment de s'asseoir autour d'une table avec elle. Dans le récit qu'il a fait dimanche de cette rencontre – au passage remanié par rapport à ces déclarations de la veille –, il affirme que l'entrevue lui a été recommandée par une "connaissance". L'avocate, poursuit-il, affirmait "avoir des informations sur des personnes liées à la Russie qui finançaient le Comité national démocrate et qui soutenaient Mme Clinton". Mais "il est très vite apparu qu'elle n'avait aucune information intéressante" et que son réel objectif était d'évoquer l'adoption d'enfants russes par des couples américains dans le cadre d'un programme suspendu par le président russe Vladimir Poutine. "Évidemment je suis la première personne d'une équipe de campagne à avoir

jamais participé à une réunion pour écouter des infos concernant un opposant", a ironisé hier dans un tweet le fils du président américain face aux remous provoqués par le dernier épisode d'une affaire qui mine la présidence Trump. "PROCEDURE STANDARD" • Plusieurs enquêtes, dont l'une menée par le FBI, sont en cours aux Etats-Unis concernant des accusations de collusion entre la Russie et des membres de l'équipe de campagne de Donald Trump, qui rejette catégoriquement ces accusations. Même si le fils aîné, qui gère désormais les affaires de la Trump organization, n'est pas un membre de l'administration, ses fonctions lors de la campagne ainsi que la présence lors de cette réunion de deux poids lourds, MM. Kushner et Manafort, ont poussé la Maison Blanche à s'expliquer. "La réunion était très brève. Aucune information n'a été fournie. Aucune action n'a été prise. Il n'y a pas eu de suivi", a défendu hier sur CNN la conseillère de Donald Trump, Kellyanne Conway, pour qui il ne fallait de toutes façons "pas regarder très loin pour trouver des informations



Donald Trump Junior a beau ironiser sur les réactions à sa rencontre avec une avocate russe lors de la campagne présidentielle, l'épisode n'en met pas moins la Maison Blanche dans l'embarras.

compromettantes sur Hillary Clinton". "Vous essayez de faire penser à vos téléspectateurs que parce qu'il y avait ces trois cadres, cela confère une sorte de sérieux (à la réunion), ce qui n'est simplement pas vrai. C'était une procédure standard pour la campagne", a-t-elle ajouté. Des explications qui ont laissé perplexes nombre d'observateurs aux Etats-Unis, trois jours après la première rencontre entre Donald Trump et Vladimir Poutine. Les deux dirigeants ont d'ailleurs évoqué ce dossier qui empoisonne les relations entre les deux pays. Le président américain – qui n'a jamais totalement embrassé la thèse de ses

services de renseignement – assure avoir "fermement interrogé le président Poutine à deux reprises sur son intervention" dans l'élection, ce que ce dernier a "catégoriquement nié". Concernant la rencontre avec l'avocate russe, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a également rejeté tout lien hier : "Nous ne savons pas qui est cette personne. Et, bien entendu, nous ne pouvons pas être au courant des rencontres de tous les avocats de Russie que ce soit à l'intérieur du pays comme à l'étranger". Donald Trump Jr, lui, s'est joint au déminage opéré par la Maison Blanche, et tweeté un article du New York Post selon lequel cette histoire fait "bâiller"

L'Afrique en bref

- **Burundi/Attaque.** Huit morts dans le nord  
Au moins huit personnes ont été tuées et une soixantaine blessées par l'explosion d'une grenade dans un bar de la province de Kayanza, dans le nord du Burundi.
- **Mali/Jihadistes.** Blessés et disparus dans l'attaque du nord-est  
Des soldats maliens ont été blessés et une dizaine sont portés disparus après une embuscade de jihadistes présumés dans le nord-est du Mali, a-t-on appris lundi auprès d'un élu local et de sources militaires.
- **Zambie/Politique.** L'opposition accuse le président



Le principal parti d'opposition zambien a accusé hier le président Edgar Lungu (photo) de "tuer la démocratie" après avoir invoqué la semaine dernière "l'état d'urgence".

A travers le monde

- **Allemagne/Politique.** Un ministre compare les émeutiers à des "néonazis"



Le ministre allemand de l'Intérieur Thomas de Maizière a condamné hier "l'incroyable brutalité" des débordements en marge du sommet du G20 de Hambourg et comparé les émeutiers à des "néonazis" et des "terroristes islamistes".

- **Italie/Politique.** Deux ans de prison contre Umberto Bossi  
Umberto Bossi, fondateur du parti italien de la Ligue du Nord, anti-immigrés et europhobe, dont il a été le chef indiscuté jusqu'en 2012, a été condamné hier à 2 ans et trois mois de prison pour détournement de fonds publics.
- **Turquie/Politique.** Visite du chef de l'opposition à un député emprisonné  
Le chef de l'opposition turque Kemal Kılıçdaroğlu a rendu visite hier en prison à un député dont l'incarcération a donné lieu à un vaste mouvement de protestation ayant culminé avec un rassemblement géant dimanche à Istanbul.

RDCongo/Elections

L'annonce du report de la présidentielle est une "provocation"

AFP  
Kinshasa/RDCongo

Jugement du parti d'opposition UPDS, qui n'entend pas "se laisser faire".

LE principal parti d'opposition a qualifié hier de "provocation" le report de la présidentielle et des législatives en République démocratique du Congo au-delà de 2017, annoncé par le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni). "Corneille Nangaa (président de la Céni) est en train d'aider Joseph Kabila à atteindre son plan de s'éterniser au pouvoir. C'est une provocation. Ce n'est pas responsable", a déclaré à l'AFP Augustin Kabuya, porte-parole de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, parti historique de l'opposition). "Nous n'allons pas nous laisser faire", a-t-il menacé. "Corneille Nangaa a déclaré la guerre au peuple congolais, par sa déclaration prouvant son appartenance à la Kabilie (la mouvance

présidentielle)", a posté sur son compte twitter Félix Tshisekedi, président du Rassemblement de l'opposition, le regroupement de la majeure partie de l'opposition fondé par son père, l'opposant historique défunt Étienne Tshisekedi. Pour l'UDPS, l'accord du 31 décembre signé entre la majorité et l'opposition reste la seule référence pour sortir la RDC de la crise née du maintien au pouvoir de M. Kabila dont le mandat s'est terminé le 20 décembre. Cet accord prévoit l'organisation de la présidentielle, des législatives et des élections locales simultanément avant la fin 2017 mais également la nomination d'un Premier ministre issu de l'opposition pour diriger un gouvernement d'unité nationale

"DECISION ILLEGALE" • Vendredi à Paris, le président de la Céni avait déclaré que l'organisation de ces scrutins ne sera "pas possible" avant la fin de l'année, "dans les conditions fixées par l'accord" du

31 décembre. M. Nangaa avait alors souligné que cet accord prévoyait que les parties signataires s'engagent à l'organisation des élections "au plus tard en décembre 2017", mais aussi que "le Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral, le gouvernement et la Céni peuvent unanimement apprécier le temps nécessaire pour le parachèvement des dites élections". Or, selon M. Nangaa, les conditions de sécurité dans plusieurs provinces du pays, notamment le Kasai déchiré par de graves violences, ne permettent pas pour l'instant un déroulement correct des scrutins. La Coalition de 33 ONG, qui exige depuis 2016 le respect de la Constitution, "condamne avec la dernière énergie cette décision unilatérale, illégale et antidémocratique de M. Corneille Nangaa qui participe subtilement [à la pérennisation] d'un pouvoir sans légitimité depuis fin décembre 2016 et aggrave la crise politique et sociale en RDC", dans un



Aux yeux de Félix Tshisekedi, président du Rassemblement de l'opposition, l'annonce du président de la Céni est une déclaration de guerre au peuple congolais.

communiqué hier. La Coalition appelle au rejet de cette décision et à la mobilisation des acteurs internes et aux partenaires étrangers en vue de "contraindre" la Céni au "respect" de la Constitution, en publiant "sans délai du calendrier électoral". Âgé de 46 ans, M. Kabila est au pouvoir depuis 2001 et la Constitution lui interdit de se représenter. Il se maintient en vertu d'une décision controversée de la

Cour constitutionnelle, entérinée par l'accord de la Saint-Sylvestre. En 2016, l'UDPS et d'autres formations de l'opposition avaient multiplié les manifestations pour réclamer le départ de M. Kabila au pouvoir au terme de son mandat échu le 20 décembre 2016. Ces manifestations, majoritairement interdites, ont souvent été réprimées par les forces de l'ordre, entraînant la mort dizaines de personnes.